Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- ☐ Coloured covers/ Couverture de couleur
- ☐ Covers damaged/ Couverture endommagée
- ☐ Covers restored and/or laminated/ Couverture restaurée et/ou pelliculée
- ☐ Cover title missing/ Le titre de couverture manque
- ☐ Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur
- ☐ Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- ☐ Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur
- ☐ Bound with other material/ Relié avec d'autres documents
- ☐ Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure
- ☐ Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.

- ☐ Coloured pages/ Pages de couleur
- ☐ Pages damaged/ Pages endommagées
- ☑ Pages restored and/or laminated/ Pages restaurées et/ou pelliculées
- ☑ Pages discoloured, stained or foxed/ Pages décolorées, tachetées ou piquées
- ☐ Pages detached/ Pages détachées
- ☑ Showthrough/ Transparence
- ☑ Quality of print varies/ Qualité inégale de l'impression
- ☐ Continuous pagination/ Pagination continue
- ☐ Includes index(es)/ Comprend un (des) index

  Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient:

- ☐ Title page of issue/ Page de titre de la livraison
- ☐ Caption of issue/ Titre de départ de la livraison
- ☐ Masthead/ Générique (périodiques) de la livraison

☐ Additional comments:/ Commentaires supplémentaires:

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

| 10X | 12X | 14X | 16X | 18X | 20X | 22X | 24X | 26X | 28X | 30X | 32X |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | ✓ | | | | | |

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

Bibliothèque nationale du Québec

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol ⟶ (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▽ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:

L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

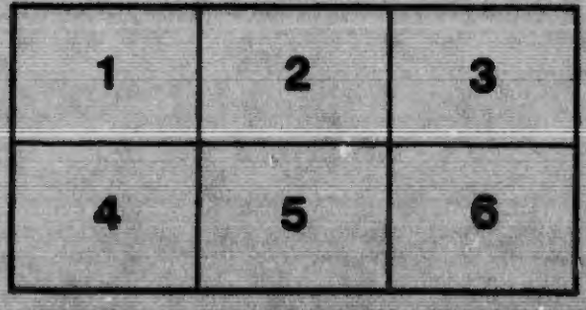
Bibliothèque nationale du Québec

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole ⟶ signifie "A SUIVRE", le symbole ▽ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.



# LE CANADA

SOUS

# L'ADMINISTRATION LIBERALE

## 1896 - 1907

---

**Onze années de Progrès:**
**Prospérité de l'Agriculture,**
**Du Commerce, de l'Industrie**
**Et de la Finance.**

BIBLIOTHEQUE
SAINT-SULPICE

## Ere de Developpement Incomparable

C16sal

BIBLIOTHÈQUE
NATIONALE

# LE CANADA

SOUS

# L'ADMINISTRATION LIBERALE

## 1896 - 1907

**Onze années de Progrès :**
**Prospérité de l'Agriculture,**
**Du Commerce, de l'Industrie**
**Et de la Finance.**

## Ere de Developpement Incomparable

Par sa position géographique, situé qu'il est à l'extrémité nord du continent américain et baigné par trois océans, le Canada est destiné à devenir le grand centre distributeur des produits naturels et industriels de l'Europe et de l'Asie et, par la richesse de son sol, à fournir aux peuples de l'Ancien Monde, une grande partie des céréales et des denrées alimentaires ainsi que des produits minéraux dont ils ont besoin. Et nos industries prospères devront jeter sur ces nombreux marchés les produits du capital et de la main-d'oeuvre canadiens.

Le littoral de l'Atlantitique et du Pacifique offrant à la navigation des baies larges et profondes, des hâvres sûrs dans lesquels les plus grands navires peuvent mouiller en toutes saisons de l'année; notre grand fleuve, le plus beau du monde, continuant, pour ainsi dire l'océan Atlantique jusqu'à Montréal et faisant de la métropole du Canada un véritable port de mer; nos grands lacs, vraies mers intérieures qu'une canalisation relie au Saint-Laurent, à Montréal; le grand nombre de rivières navigables qui sillonnent notre territoire depuis l'extrême nord au sud et de l'est à l'ouest; tout cela nous place dans une position exceptionnellement avantageuse et fournit

53090

au commerce, avec nos immenses voies ferrées, le plus beau réseau de communication qui soit au monde.

La construction du chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique qui avance rapidement, le creusement du canal de la Baie Georgienne ainsi que la construction du chemin de fer de la Baie d'Hudson, projetés, complèteront ce réseau. Dans un avenir rapproché, grâce à une politique sage et éclairée, les grains de l'ouest et les produits de l'est, les richesses de notre sol, de nos eaux, de nos forêts et de nos industries, seront presque aux portes de l'Europe et, sur ses marchés, feront une concurrence avantageuse aux produits similaires venant d'autres parties du monde.

Dans la direction opposée, aux antipodes, tous ces produits, par de là l'océan Pacifique, inonderont les marchés des contrées orientales. Tous les navires sillonnant l'Atlantique et le Pacifique nous rapporteront les produits des nations européennes et asiatiques et le Canada sera réellement, comme résultat de notre position géographique, de nos efforts, de notre travail et de nos sacrifices pécuniaires, le véritable marché d'échange pour les produits de l'orient et de l'occident.

Pour y arriver il faut continuer cette marche en avant, si brillamment commencée il y a une dizaine d'années; il nous faut devancer le progrès lui-même.

Toutes les grandes choses dont dépend l'avenir commercial, agricole, industriel et financier du pays ont été comprises et prévues par le parti libéral auquel l'électorat canadien confiait l'administration des affaires publiques en 1896.

Sous l'habile direction de son grand chef, Sir Wilfrid Laurier, le gouvernement est entré bravement dans la voie des réformes et des améliorations à apporter dans les diverses branches administratives, réformes et améliorations qu'avaient rendues nécessaires l'incurie, l'incompétence et le laisser-aller de ses prédécesseurs.

Ayant su s'entourer en tout temps, depuis 1896, d'hommes habiles, dont les talents, le dévouement et l'amour du travail rendaient le concours précieux dans la grande oeuvre de régénération administrative qui s'imposait, Sir Wilfrid Laurier commença la tâche de géant dont il était chargé, tâche qu'il continue encore. Après douze années de son administration ferme et sage le peuple est en position de juger et d'apprécier les effets bienfaisants de sa politique.

Sir Wilfrid disait un jour à l'électorat que, si la direction des affaires publiques lui était confiée, les intéressés seraient à même de constater par eux-mêmes, en mettant la main au gousset, du degré de leur prospérité. Or, aujourd'hui qu'ils sont appelés à juger des résultats obtenus, se rappelant cette parole du chef du parti libé-

FC
550
C353

B. Q. R.
NO. 4424

ral, ils peuvent dire s'ils sont appréciables, s'ils sont [illegible] bles. Que le capitaliste, l'industriel, le commerçant, l'ouvrier des v[illegible]es, le travailleur des champs établissent leur budget s[illegible]igneus[illegible]ent; qu'ils fassent une comparaison scrupuleuse des montants qu'il établit au crédit et au débit avec ceux portés à ce même budget en 1896 et antérieurement. Leurs obligations sont-elles augmentées, ou le fardeau en est-il moins lourd? L'aisance est-elle plus ou moins grande aux foyers? La position est-elle améliorée et le niveau de la fortune publique a-t-il monté ou baissé?

Autant de choses que chacun des intéressés peut juger et apprécier par lui-même.

Chaque individualité apporte son contingent à l'édification de la fortune nationale: du groupement de ces individualités, qui sont autant de parties du corps social, résulte l'ensemble.—C'est une vérité paradoxale que la croissance du tout démontre le développement des parties, ou en nombre ou en volume. Si donc la fortune publique a augmenté dans la période d'administration libérale, c'est que l'individualité, financière, commerciale, industrielle, ouvrière, agricole, est plus riche qu'elle ne l'était il y a douze ans.

La consultation des statistiques officielles offre un intérêt considérable, tout particulièrement au point de vue comparatif. La finance, l'agriculture, l'industrie et le commerce sont les principaux facteurs de la vie d'un pays. Ils établissent, avec une exactitude quasi-absolue, l'étiage de sa richesse dont ils sont le baromètre indiscutable.

L'examen de leur position respective pour deux périodes d'égale durée sous l'administration des deux partis politiques, au Canada, s'impose à l'électeur qui, après avoir étudié sa position individuelle, veut se rendre compte de la position d'ensemble du groupe auquel il appartient et de celle des autres groupes. Les derniers rapports complets, provenant de source officielle, que nous ayons en notre possession actuellement, couvrent la période d'administration libérale jusqu'au 31 juin 1907, soit onze années. Pour terme de comparaison de la période d'administration conservatrice d'égale durée, nous prenons depuis le 1er juillet 1885 au 30 juin 1896.

Nous allons mettre, sous les yeux de nos lecteurs, en de petits tableaux les chiffres relevés dans les documents officiels aux époques du 30 juin 1886 et du 30 juin 1896, ce qui couvrira onze années de l'administration conservatrice, ainsi que du 30 juin 1897 au 30 juin 1907, ce qui couvrira onze années de l'administration libérale. Ces tableaux sont un précis du mouvement des différents éléments qui constituent le baromètre de la fortune du Canada.

Nous ajouterons, pour compléter le travail, certains renseigne-

ments puisés dans des documents produits pour la période de temps jusqu'au 31 mars 1908, dans le but de faciliter aux lecteurs l'étude du mouvement jusqu'à cette date.

L'ensemble des tableaux de la série fait voir la marche qu'a suivie le commerce total du Canada.

## NOTRE COMMERCE

Les deux grandes divisions qui constituent le mouvement commercial sont les "importations" et les "exportations." La première comprend les articles que les besoins du commerce ou de l'industrie, les exigences du luxe ou de la nécessité nous font acheter à l'étranger; la seconde comprend ceux que pareils besoins et exigences des autres peuples viennent chercher chez nous.

## SYSTEME DE PROTECTION

Dans le but de protéger nos industries nationales, encore dans leur enfance, contre la concurrence ruineuse d'industries semblables d'autres pays, plus anciennes, disposant de capitaux considérables, jouissant d'avantages exceptionnels pour se procurer les matières premières nécessaires à la production, les partis politiques ont établi, revisé et maintenu un tarif. Grâce à ce tarif, le gouvernement tire un revenu considérable qui est employé à défrayer le coût de l'administration des affaires publiques. Le parti conservateur a, à son acquit, le mérite d'avoir introduit le système au Canada, après en avoir adroitement, au moment opportun, subtilisé le principe à ses adversaires; le parti libéral, en ayant constaté les résultats favorables, l'a maintenu en force, y apportant des modifications qu'il croyait justes, nécessaires et utiles. Les résultats produits permettront de juger de la sagesse, et de l'introduction du système et des modifications apportées.

Le gouvernement de Sir Wilfrid Laurier, après une étude sérieuse de la position, crut qu'une revision du tarif s'imposait, et il fit, d'un tarif exclusiviste qui existait, un tarif de revenu uniquement. Les conservateurs, tout en manifestant leur satisfaction du maintien du principe de la protection, combattirent la révision sous prétexte qu'elle ne pouvait qu'être désavantageuse au commerce, désastreuse pour l'industrie, nuisible à l'agriculture. Ils prédisaient un désarroi complet dans les affaires du pays, dans les finances, en un mot, la ruine à brève échéance.

Voyons jusqu'à quel point ces sombres prédictions se sont réalisées.

**En conformité du tarif fabriqué par les conservateurs et modifié par les libéraux, des marchandises importées au pays, les unes paient un droit d'entrée et les autres sont admises en franchise. Nous allons tenir compte de cette classification dans nos tableaux.**

## IMPORTATIONS

### 1886

| | |
|---|---|
| Payant droits d'entrée | $75,536,758 |
| Admises en franchise | 25,277,246 |
| Numéraire et lingots | 3,610,557 |
| Total | $104,424,561 |

### 1896

| | |
|---|---|
| Payant droits d'entrée | $74,259,940 |
| Admises en franchise | 38,525,249 |
| Numéraire et lingots | 5,226,319 |
| Total | $118,011,508 |

### 1907

| | |
|---|---|
| Payant droits d'entrée | $214,181,037 |
| Admises en franchise | 136,402,898 |
| Numéraire et lingots | 9,209,343 |
| Total | $359 793,278 |

Nous voyons, d'après ce tableau, que nos importations de marchandises qui étaient, en 1886, d'une valeur totale de $100,814,004, ont été, en 1896, de $112,785,189, pour atteindre, en 1907, $350,583,935, déduction faite, au dit tableau, du numéraire et des lingots qui ne constituent pas une marchandise.

Comme complément à ce tableau, nous donnons ci-dessous les chiffres pour l'année se terminant au 31 mars 1908, afin de permettre aux électeurs de suivre le mouvement commercial jusqu'à aujourd'hui:

1908

| | |
|---|---|
| Payant droits d'entrée | $230,917,914 |
| Admises en franchise | 139,868,611 |
| Numéraire et lingots | 6,548,661 |
| Total | $377,335,186 |

## EXPORTATIONS

Si nous passons à l'autre grande division de notre commerce classifiée "Exportations," nous avons les chiffres suivants aux mêmes époques:

1886

Exportations totales ..... $85,251,314

1896

Exportations totales ..... $121,013,852

1907

Exportations totales ..... $258,171,674

Ces chiffres font voir une augmentation de commerce, du chef des exportations, de $35,762,538. pour la période d'administration conservatrice, et de $137,157,822 pour la période d'administration libérale, soit une augmentation en plus de $101,395,284, sous l'administration libérale que sous l'administration conservatrice.

1908

Les chiffres d'exportations pour l'année finissant le 31 mars 1908 donnent un total de $280,006,606.

## COMMERCE TOTAL

Le commerce total a été, en faisant le calcul d'addition des importations et des exportations, aux époques mentionnées, le suivant:

1886

Commerce total ..... $189,675,875

1896

Commerce total .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. $239,025,360

1907

Commerce total .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. $617,964,952

L'augmentation a donc été pour la période d'administration conservatrice, de $49,349,485, tandis que, pour la période d'administration libérale, elle a été de $378,939,592: ceci représente une augmentation en plus de $329,590,107, sous l'administration libérale que sous l'administration conservatrice.

1908

Le commerce total pour l'année finissant le 31 mars 1908 s'est chiffré à $657,341,792.

## CLASSIFICATION DES EXPORTATIONS

Les exportations de notre pays sont classifiées en trois grandes divisions: La première comprend les produits du Canada; la deuxième comprend les produits venant de l'étranger; la troisième comprend numéraire et lingots.

Nous donnons dans le tableau suivant les chiffres de ces différentes classes d'exportations, pour les mêmes époques:

### I.—Produits du Canada

1886 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. $74,975,506
1896 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 106,378,752
1907 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 226,312,053

### II.—Produits venant de l'étranger

1886 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. $ 7,438,079
1896 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 6,606,738
1907 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 14,282,986

### III—Numéraire et lingots

1886 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. $ 56,531
1896 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 4,699,309
1907 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 17,576,636

Des chiffres d'exportations des produits du Canada, il ressort que l'augmentation, pour la période d'administration conservatrice, a été de $31,403,246, tandis que, pour la période d'administration libérale, elle a été de **$119,933,301**, soit une augmentation en plus de **$88,530,055**, sous l'administration libérale que sous l'administration conservatrice.

Les produits du Canada, pour les fins d'exportation, sont classifiées en sept catégories: 1° Produits agricoles; 2° Animaux et leurs produits; 3° Produits manufacturés; 4° Minérais; 5o Produits des pêcheries; 6o Produits des forêts, 7° Divers.

Voyons ce qu'ont été les exportations de ces produits, ainsi classifiées:

### I—Produits agricoles

| | |
|---|---|
| 1886 | $17,652,779 |
| 1896 | 14,083,361 |
| 1907 | 47,907,548 |

### II—Animaux et leurs produits

| | |
|---|---|
| 1886 | $22,065,433 |
| 1896 | 36,507,641 |
| 1907 | 63,879,147 |

### III—Produits manufacturés

| | |
|---|---|
| 1886 | $ 2,824,137 |
| 1896 | 9,365,384 |
| 1907 | 25,352,820 |

### IV—Minérais

| | |
|---|---|
| 1886 | $ 3,951,147 |
| 1896 | 8,059,650 |
| 1907 | 34,521,952 |

### V—Produits des Pêcheries

| | |
|---|---|
| 1886 | $ 6,843,388 |
| 1896 | 11,077,765 |
| 1907 | 12,620,584 |

### VI—Produits des Forêts

| | |
|---|---|
| 1886 | $21,034,611 |
| 1896 | 27,175,646 |
| 1907 | 42,368,955 |

### VII—Divers autres

| | |
|---|---|
| 1886 | $ 604,011 |
| 1896 | 109,265 |
| 1907 | 171,526 |

## AUGMENTATION DU COMMERCE DEPUIS 1886

Nos lecteurs peuvent constater, en un instant, l'augmentation énorme, sous chacun des chefs mentionnés, qu'a subie l'exportation des produits canadiens. Quelle différence, dans chacune de ces catégories, entre les chiffres de 1907 et ceux de 1896!

Afin que l'on ne puisse croire ni prétendre que les chiffres qui établissent cette différence sont pris pour des années choisies spécialement comme termes de comparaison pour des fins de partisannerie politiques, nous allons mettre devant le public le résultat du commerce complet pour chacune des deux périodes, totalisant les importations et les exportations ainsi que les différentes divisions de ces dernières. Alors, vraiment, nos lecteurs seront à même de juger du mouvement commercial, dans notre pays effectué à travers cette période de près d'un quart de siècle. Les tableaux nous fournissent les chiffres suivants:

### IMPORTATIONS

Importations totales pour la période:

1° 1886-1896.—**$1,294,010,703.**

Donnant comme proportion par tête de population $267.73 1-5.

2° 1897-1907.—**$2,435,954,640.**

Donnant, comme proportion par tête de population, $395.84½.

### EXPORTATIONS

Le commerce d'exportations a été, pour:

1° Période 1886-1896.—**$1,134,031,068.**

Représentant par tête de population $234.63 1-5.

2° Période 1897-1907.—**$2,218,468,[illegible]7.**

Représentant par tête $360.50½.

Nous voyons, pr ces chiffres, que notre commerce d'importations a augmenté d'un montant de $1,141,943,937, égalant, réparti sur la population, $128.11 par tête; tandis que notre commerce d'exportations a augmenté de $1,084,437,549, soit $125.87 par tête de la population totale du Canada.

La différence entre les importations et les exportations, durant les deux périodes, est, à quelques centins près, la même. En effet, de $33.10 qu'elle a été par tête pour la période 1886-1896, elle est de $35.34 pour celle de 1897-1907, ainsi que le fait voir le tableau suivant:

1886-1896

| | |
|---|---|
| Importations, par tête | $267.73 |
| Exportations, par tête | 234.63 |
| Différence en plus d'importations | $ 33.10 |

1897-1907

| | |
|---|---|
| Importations, par tête | $395.84 |
| Exportations, par tête | 360.50 |
| Différence en plus d'importations | $ 35.34 |

## COMMERCE TOTAL

Le montant total du commerce du Canada a été, pour la période 1886-1896 de $2,428,041,771: ce qui représente par tête de la population $502.36 1-3.

Pour la période 1897-1907, il a été de $4,654,423,257: ce qui représente, par tête de la population, $756.35 1-10.

Ce dernier tableau accuse donc une augmentation, pour la période 1897-1907, de $2,226,381,486, soit tout près de cent pour cent.

Répartie par tête, cette augmentation est de $253.98 7-10, comparée à la répartition pour la période 1886-1896.

Si nous continuons le travail de comparaison entre ces deux périodes pour les diverses branches d'exportations constituant pour le commerce ses grandes sources de revenus, nous arrivons aux résultats suivants:

### Produits des Mines

| | |
|---|---|
| Période 1886-1896 | $61,815,467 |
| Période 1897-1907 | 307,697,686 |
| Augmentation | $245,882,219 |

**Produits des Pêcheries**

| | |
|---|---|
| Période 1886-1896 | $99,807,490 |
| Période 1897-1907 | 130,052,023 |
| Augmentation | $30,244,533 |

**Produits des Forêts**

| | |
|---|---|
| Période 1886-1896 | $274,843,564 |
| Période 1897-1907 | 363,457,289 |
| Augmentation | $ 88,613,725 |

**Produits Agricoles**

| | |
|---|---|
| Période 1886-1896 | $240,409,737 |
| Période 1897-1907 | 470,862,382 |
| Augmentation | $230,452,645 |

**Animaux et leurs produits**

| | |
|---|---|
| Période 1886-1896 | $321,290,225 |
| Période 1897-1907 | 637,828,613 |
| Augmentation | $316,538,388 |

**Produits manufacturés**

| | |
|---|---|
| Période 1886-1896 | $ 73,350,474 |
| Période 1897-1907 | 212,059,733 |
| Augmentation | $138,709,259 |

## AUGMENTATION DE LA FORTUNE PUBLIQUE

Et ces centaines et centaines de millions de piastres, produits en plus durant la période d'administration libérale, ont été distribuées dans le peuple, augmetant la fortune publique, le bien-être de toutes les classes de la société.

Ils ont été appliqués au dégrèvement de la propriété foncière qu'une période de stagnation avait antérieurement chargée lourdement; au perfectionnement et à l'augmentation de l'outillage industriel pour une production meilleure et plus grande; au développement du commerce; à l'amélioration et à l'agrandissement de l'exploitation agricole; à garantir le bien-être de la famille par des placements de fonds dans nos solides institutions financières et d'assurance sur la vie, dans nos nombreuses industries, dans nos compagnies de chemins de fer, de bateaux, etc.

Veut-on la preuve irréfutable de ce que nous avançons, nous n'avons qu'à feuilleter les documents officiels. Nous y constatons les progrès immenses accomplis dans toutes ces branches de la richesse nationale.

Il n'est pas hors d'à-propos de condenser ici, sous forme de ta-

bleaux, le mouvement des banques, des compagnies d'assurance et de chemins de fer aux trois époques qui déterminent les termes des deux périodes de comparaison:

## BANQUES

Capital payé:

| | |
|---|---|
| 1886 | |
| 1896 | $61,841,395 |
| 1907 | 62,198,413 |
| | 96,362,130 |

### Billets en circulation

Emission des banques:

| | |
|---|---|
| 1886 | |
| 1896 | $29,200,627 |
| 1907 | 30,336,844 |
| | 75,510,402 |

Emission de la Puissance:

| | |
|---|---|
| 1886 | |
| 1896 | $16,297,453 |
| 1907 | 20,372,215 |
| | 58,316,532 |

### Dépôts

En banques incorporées:

| | |
|---|---|
| 1886 | |
| 1896 | $101,181,744 |
| 1907 | 183,769,992 |
| | 589,459,889 |

En banques d'épargnes:

| | |
|---|---|
| 1886 | |
| 1896 | $ 46,350,946 |
| 1907 | 61,259,151 |
| | 90,264,229 |

Formant un total de dépôts en:

| | |
|---|---|
| 1886 | |
| 1896 | $147,532,690 |
| 1907 | 245,029,144 |
| | 679,724,118 |

C'est donc une augmentation, de ce chef, dans la fortune du peuple, constatée en beaux deniers sonnants, de $434,694,974, depuis 1896.

## ASSURANCES

Si nous passons maintenant aux assurances, nous constatons que la marche progressive est tout aussi phénoménale.

La computation des statistiques étant faite au 31 décembre, notre tableau comparatif porte sur les années 1886, 1896 et 1906, n'ayant pas sous la main les statistiques pour l'année 1907 au cours de laquelle les affaires ont été considérables.

### Assurances contre le feu

Montant de primes:

| | |
|---|---|
| 1886 | $ 4,932,335 |
| 1896 | 7,075,850 |
| 1906 | 14,687,963 |

Mon tant d'assurance en force:

| | |
|---|---|
| 1886 | $586,773,022 |
| 1896 | 845,574,352 |
| 1906 | 1,443,902,244 |

### Assurances sur la vie

Nombre de polices en force:

| | |
|---|---|
| 1886 | 104,024 |
| 1896 | 261,198 |
| 1906 | 767,690 |

Montant de primes payées:

| | |
|---|---|
| 1886 | $ 5,195,720 |
| 1896 | 10,602,666 |
| 1906 | 22,364,456 |

Montant d'assurance en force:

| | |
|---|---|
| 1886 | $171,315,696 |
| 1896 | 327,800,499 |
| 1906 | 656,261,100 |

De ce chef, le bien-être de la famille est garanti contre les éventualités de l'avenir. pour une somme de $328,460,601, en plus qu'il ne l'était en 1896.

## FAILLITES

Dans le monde commercial les faillites, qui sont le baromètre le plus sûr du malaise qui peut y régner en certains quartiers ont été, durant l'année 1896, au nombre de 2,118 représentant un actif de $12,656,837 et un passif de $17,169,683, et, durant l'année 1906, au nombre de 1,184 avec un actif de $6,449,052 et un passif de $9,685,773.

## CHEMINS DE FER

Le trafic des chemins de fer, marchant de pair avec le progrès du commerce, a pris un essor extraordinaire. Les puissantes corporations qui font l'exploitation de notre superbe réseau ferré ont pu, par un travail herculéen, faire face aux exigences du transport d'une aussi rapide et aussi considérable augmentation de produits.

Les chiffres du tableau suivant, computés au 30 juin, parlent par eux-mêmes et se passent de tous commentaires.

**Chemins de fer mûs par eur**

Milles en exploitation:

| | |
|---|---|
| 1886 | 11,793 |
| 1896 | 16,270 |
| 1906 | 21,353 |

Au 30 juin 1907 cette exploitation couvrait 22,452 milles et, actuellement, elle couvre près de 24,000 milles.

Nombre de passagers transportés:

| | |
|---|---|
| 1886 | 9,861,024 |
| 1896 | 13,059,023 |
| 1906 | 27,989,782 |

Quantité de marchandises transportées:

| | |
|---|---|
| 1886 | 15,670,460 tonnes |
| 1896 | 24,248,294 tonnes |
| 1906 | 57,966,713 tonnes |

Pour l'année au 30 juin 1907, la quantité de marchandises transportées a été de 63,866,133 tonnes.

Recettes brutes:

| | |
|---|---|
| 1886 | $33,389,382 |
| 1896 | 50,374,295 |
| 1906 | 125,322,865 |

## CAPITAL INVESTI

Le capital investi, au 30 juin 1906, dans les chemins de fer mûs par la vapeur était:

| | |
|---|---|
| Capital souscrit | $1,390,450,311 |
| Capital payé | 1,332,498,705 |

Celui investi dans les chemins de fer mûs par l'électricité, à même date, était:

| | |
|---|---|
| Capital souscrit | $65,726,132 |
| Capital payé | 63,857,970 |

Les compagnies de chemins de fer mûs par l'électricité contrôlaient, en 1906, huit cent sept milles de voie en opération; elles ont transporté, en cette année, 237,655,074 passagers et 506,024 tonnes de marchandises, réalisant une recette nette de $4,291,834.

## INDUSTRIES

Pour l'analyse du mouvement industriel au Canada il nous faut étudier les statistiques des recensements faits dans le pays. Notre travail portera sur toute la période de temps écoulée de 1871 à 1906.

basé sur les documents officiels des recensements réguliers de 1871, 1881, 1891, 1901 et 1906.

Nos tableaux démontreront, pour chacune de ces époques, le nombre d'établissements, le capital investi, le nombre d'employés, le montant de gages payés, le coût des matières employées et la valeur des produits manufacturés.

Toutes les industries du pays apportent leur part au grand total de ces tableaux, qu'elles soient les industries des produits alimentaires, textiles, chimiques, métallurgiques, des forges et aciéries, des bois, des cuirs, des papiers, des liqueurs, des tabacs, voitures vaisseaux et autres. Ces tableaux résument donc en quelques lignes, l'historique du mouvement industriel du pays.

1871

| | |
|---|---|
| Etablissements | 41,259 |
| Capital | $ 77,964,020 |
| Employés | 187,942 |
| Salaires | $ 40,851,009 |
| Matières entrant dans la manufacture | $124,907,846 |
| Valeur de la production | $221,617,773 |

1881

| | |
|---|---|
| Etablissements | 49,928 |
| Capital | $165,302,623 |
| Employés | 254,935 |
| Salaires | $ 59,400,700 |
| Coût de matières entrant dans la manufacture | $179,731,891 |
| Valeur de la production | $309,676,068 |

1891

| | |
|---|---|
| Etablissements | 75,964 |
| Capital | $353,214,300 |
| Employés | 369,595 |
| Salaires | $100,415,350 |
| Coût de matières entrant dans la manufacture | $250,759,292 |
| Valeur de production | 469,847,886 |

Dans les statistiques ci-dessus tous les établissements industriels sont compris, tant ceux employant cinq mains ou plus que ceux en employant moins.

1901

Dans les statistiques ci-dessous, pour l'année 1901, ne sont compris que les établissements employant cinq mains ou plus.

| | |
|---|---|
| Etablissements | 14,630 |
| Capital | $446,916,487 |
| Employés | 308,482 |
| Salaires | $ 89,573,204 |
| Coût des matières entrant dans la manufacture | $266,527,858 |
| Valeur de la production | $481,053,375 |

Sous le chef "employés" ne sont comprises que les personnes travaillant à la production même, hommes, femmes et enfants, soit à la journée soit à la pièce.

Sous le chef "salaires" ne sont compris que les gages de ces personnes travaillant à la production.

Les propriétaires et membres de sociétés propriétaires de ces établissements, de même que les officiers, gérants, vendeurs, etc., forment des groupes à part.

Pour l'information de nos lecteurs disons que, en 1900, le nombre des propriétaires membres de compagnies, exploitant les établissements industriels, était de 13,227, touchant un salaire de $10,231,854; et le nombre d'officiers, gérants, vendeurs, etc., était de 15,313 hommes à un salaire de $12,762,720 et 2,151 femmes à un salaire de $681,572.

## CAPITAL INVESTI

Il n'est pas sans intérêt de dire ici comment se répartit le capital investi au chiffre de $446,916,487.

La valeur des terrains sur lesquels sont construites les bâtisses y entre pour $27,059,219; celle des bâtisses elles-mêmes pour $69,585,608; celle des machines et des pouvoirs moteurs pour $90,829,901; celle de l'outillage et ameublement pour $21,903,910; en y ajoutant le capital d'exploitation évalué à $237,537,829, nous arrivons au total de $446,916,487.

## COUT DE PRODUCTION

Les dépenses pour loyers de bâtisses, de pouvoirs moteurs, chauffage, éclairage, combustible, taxes municipales, provinciales, intérêts, loyers de bureaux, ouvrages divers fait sous contrats, etc., se chiffrent, en 1901, à $24,668,837 .

En additionnant:

| | |
|---|---|
| Salaire des ouvriers | $ 89,573,204 |
| Salaire des propriétaires et des membres des compagnies | 10,231,854 |
| Salaires des officiers supérieurs, gérants, vendeurs, etc. | 13,444,292 |
| Dépenses diverses, comprenant loyers, chauffage, éclairage, combustible, taxes, ouvrages sous contrats et intérêts | 24,688,837 |
| Coût total des matières entrant dans la production, brutes ou partiellement manufacturées | 266,527,858 |

Nous arrivons à un coût total de production, pour l'année 1901, de $404,466,045.

## PRODUCTION

Ce montant de coût total a produit une valeur de $481,053,375, donnant un surplus, sur le coût de production, de $76,587,330, soit plv de un sixième du capital total investi.

## SALAIRES

La répartition annuelle des salaires par tête est comme suit:

| Classification | Nombre | Salaire total | Salaire par tête |
|---|---|---|---|
| Patrons | 13,227 | $10,231,854 | $773.55 4-5 |
| Officiers, gérants, vendeurs, etc.: | | | |
| Hommes | 15,313 | 12,762,720 | 833.45 1-2 |
| Femmes | 2,151 | 681,572 | 316.86 1-4 |
| Employés pour la production: | | | |
| Hommes (au-dess. 16 ans) | 266,663 | 75,626,888 | 283.60 1-2 |
| Enfants jusqu'à 16 ans | 12,143 | 1,288,488 | 106.10 9-10 |
| Femmes (au-dess. 16 ans) | 61,220 | 10,757,590 | 175.72 |
| Travaillant à pièces | 8,456 | 1,900,238 | 224.72 |

# 1905

Voici maintenant les statistiques totales pour 1905:

| | |
|---|---|
| Etablissements | 15,796 |
| Capital investi | $846,585,023 |
| Employés pour la production | 356,034 |
| Salaires de ces employés | $134,375,925 |
| Valeur de la production | $718,352,603 |

## SALAIRES

Le nombre des officiers supérieurs, gérants, vendeurs, etc., était:

| | |
|---|---|
| Hommes | 31,545 |
| Femmes | 4,951 |

Le salaire total des premiers a été, pour cette année, de $28,938,637, représentant une moyenne de $917.38 par tête; celui des femmes a été de $1,785,449, donnant une moyenne de $360.62 par tête.

Quant aux personnes employées à la production, elles se divisent comme suit:

| | |
|---|---|
| Hommes | 288,033 |
| Femmes | 68,001 |

Le salaire total des hommes a été de $119,550,821, lequel, réparti, donne, comme moyenne par tête, $415.06; celui des femmes a été de $14,825,104, représentant, par tête, $218.01.

La répartition du salaire total sur le nombre total, hommes et femmes, donne par tête $377.42.

Si nous faisons le calcul, conformément aux statistiques du recensement de 1891, le dernier fait sous l'administration conservatrice, nous trouvons que la moyenne de salaire par tête était, à cette époque, de $271.69. Il est bon de remarquer que, à la date de ce recensement, les industries étaient à l'apogée de la prospérité dont elles ont joui avant 1896.

Ces chiffres établissent d'une manière officielle que le salaire annuel des ouvriers a augmenté, depuis 1891, de $105.73, tandis que de 1881 à 1891 l'augmentation n'avait été que de $38.69, ce qui constitue une augmentation en plus de $67.04 sous l'administration libérale que sous l'administration conservatrice.

## PRODUCTION

Disons en passant que, pour ne prendre que les trois principales villes du pays, le mouvement de production a été le suivant, de 1900 à 1905:

| | 1900 | 1905 | Augmentation |
|---|---|---|---|
| Montréal . . . . . | $71,099,750 | $99,746,772 | $28,647,022 |
| Toronto . . . . . | 58,415,498 | 85,714,278 | 27,298,780 |
| Winnipeg . . . . . | 8,616,248 | 18,983,290 | 10,367,042 |

## CAPITAL

Depuis 1891 à 1906, le capital investi a augmenté de $493,370,723; le nombre d'ouvriers employés pour la production a diminué de 12,961 mais le chiffre de salaires a augmenté de $33,960,575; la valeur de la production a augmenté de $248,504,717.

Pour faciliter à nos lecteurs la comparaison entre 1900 et 1905, nous devons déduire du nombre total des établissements, en 1905, ceux employant moins que cinq personnes, soit 3,249 établissements avec un capital de $12,668,868, employant 8,610 personnes et produisant $11,906,025.

Ceci laisse donc comme chiffres de comparaison pour l'année 1905 avec 1900:

| | |
|---|---|
| Etablissements . . . . . | 12,547 |
| Capital . . . . . | $833,916,155 |
| Employés . . . . . | 347,424 |
| Valeur de la production . . . . . | $706,446,578 |

Soit une augmentation, en 1905, pour les établissements employant cinq personnes et plus, dans le capital de $386,999,668; dans les gages des ouvriers et les salaires des employés supérieurs, de $48,926,228; dans la valeur de la production de $225,393,203.

Toutes les statistiques ci-dessus démontrent jusqu'à l'évidence la marche rapide du progrès depuis 1896.

Ne pouvant nier la chose, les adversaires essaient de tourner la difficulté de la position dans laquelle ils se trouvent en disant que le gouvernement Laurier a augmenté la dette et les taxes.

Ils espèrent, par là, effrayer l'opinion publique.

Voyons jusqu'à quel point leur prétention est fondée.

## DETTE PUBLIQUE

### 1896-1908

La dette publique, déduction faite de l'actif, a augmenté de $19,463,426, depuis le 1er juillet 1896 au 31 mars 1908.

Cette augmentation représente une moyenne annuelle de $1,621,952.

Le tableau suivant donne les chiffres qui établissent cette augmentation:

| Année | Dette nette |
|---|---|
| 1896 | $258,497,433 |
| 1908 | $277,960,859 |
| Différence en plus | $ 19,463,426 |

A même le montant de revenus et d'augmentation de la dette, il a été affecté, jusqu'à date du 31 mars 1908, une somme de $25,912,478 à la construction du Grand-Tronc-Pacifique, plus une somme de $2,287,641 au paiement de l'augmentation des subventions aux provinces.

Les dépenses de toutes les grandes entreprises faites par l'administration libérale, d'aucune source, ont été acquittées à même les revenus ordinaires.

Il est vrai que les adversaires du Gouvernement prétendent que le Gouvernement Laurier n'a guère fait de dépenses en dehors des dépenses courantes ordinaires. Mais, malheureusement pour eux, il ressort d'un relevé officiel préparé au Département des Finances que leur prétntion est complètement erronée, pour ne pas dire plus.

D'après ce relevé de toutes les dépenses spéciales et imputables sur le capital, et qui ne peuvent être considérées comme imputables au fonds consolidé, il résulte que, depuis 1878 à 1896, ces dépenses spéciales imputables sur le capital se sont élevées à $167,166,252.

Depuis 1890 à 1908, soit durant une période de douze années, ces mêmes dépenses ont été de $162,542,277.

## 1878-1896

L'augmentation de la dette sous l'administration libérale étant admise au chiffre de $19,463,426, voyons maintenant le mouvement de cette même dette sous le régime conservateur, c'est-à-dire, depuis 1878 à 1896.

Le 1er juillet 1878 la dette nette se chiffrait à $140,362,070 et le 30 juin 1896 elle avait augmenté jusqu'au chiffre de $258,497,433.

L'augmentation totale, qui est de $118,135,363 ici, représente une moyenne annuelle de $6,563,075.

Le tableau suivant en fait foi:

| Année | Dette nette |
|---|---|
| 1878 | $140,362,070 |
| 1896 | $258,497,433 |
| Différence en plus | $118,135,363 |

## COMPARAISON ENTRE LES DEUX REGIMES

Ces chiffres permettent une comparaison qui n'est certainement pas à l'avanatage des conservateurs.

Ainsi, sous l'administration libérale, l'augmentation moyenne annuelle de la dette n'a été que de $1,621,952, tandis que, sous l'administration conservatrice, cette augmentation s'est chiffrée à $6,563,075.

Les libéraux ont largement pourvu au service public mais à même les revenus annuels, en grande partie. Les conservateurs ont consacré de fortes sommes aux dépenses de cette nature, mais en augmentant considérablement la dette. Sous leur règne ,il y a eu $167,000,000 de dépenses spéciales, mais une très faible partie a été payée sur les revenus, et ils ont augmenté la dette de $118,000,000. Sur les $162,000,000 que le Gouvernement libéral a dépensées de ce chef, il n'a été ajouté que $19,000,000 à la dette, et la différence, $143,000,000, a été soldée avec les revenus ordinaires.

## DETTE NETTE PAR TETE

Il existe un autre moyen de se rendre compte, et d'une manière plus pratique et plus juste, croyons-nous, de l'état de la dette.

La dette publique n'est une charge que dans la proportion du nombre de ceux qui doivent la supporter. Pour se faire une idée exacte de la dette publique, il ne suffit pas d'en connaitre le chiffre brut; il faut faire

la proportion entre l'augmentation de cette dette et l'augmentation de la population du pays.

Nous donnons ci-dessous un état indiquant la dette nette par tête, depuis 1891 jusqu'à la fin du dernier exercice:

| Année | Dette nette par tête |
|---|---|
| 1891 | |
| 1892 | $49.09 |
| 1893 | 49.15 |
| 1894 | 48 96 |
| 1895 | 49 40 |
| 1896 | 50.57 |
| | 50.82 |

Telle était la dette nette par tête, à l'arrivée des libéraux au pouvoir. Voyons maintenant, les années suivantes:

| Année | Dette nette par tête |
|---|---|
| 1897 | $50.87 |
| 1898 | 50.77 |
| 1899 | 50.62 |
| 1900 | 49.88 |
| 1901 | 49.84 |
| 1902 | 49.59 |
| 1903 | 46.84 |
| 1904 | 45.74 |
| 1905 | 45.63 |
| 1906 | 44.63 |
| 1907 (au 31 mars) | 42.84 |
| 1908 (au 31 mars) | 40.50 |

Ces chiffres sont computés à date du 31 mars 1908, suivant données du statisticien officiel quant à la population du Canada qui était, à cette date, de 6,863,500 âmes.

Il résulte de l'étude de tous chiffres que la dette publique, bien qu'ayant augmenté de $19,463,426, comme total, a diminué, répartie par tête de la population, de $10.32 depuis 1896.

C'est, pour le moins, une amélioration considérable sur l'administration conservatrice ,alors que l'augmentation était constante, tant comme chiffre total que comme répartion par tête.

## LES TAXES ONT-ELLES AUGMENTE?

Les conservateurs, dans leur presse, dans leur littérature électorale, dans leurs discours, prétendent que, sous l'administration libérale, les taxes ont augmenté considérablement, quelles auraient même doublé.

Voyons jusqu'à quel point leur prétention est substanciée par les faits.

Le seul moyen de pouvoir juger correctement et rationnellement la chose est d'examiner la position en 1886, en 1896 et en 1907, étant les époques délimitant les deux périodes d'administration que nous avons à étudier, et d'établir par système de comparaison la proportion entre le total des revenus provenant des droits d'impôt douanier et le montant total des marchandises produisant tels revenus. C'est, croyons-nous, le seul moyen juste d'établir le point.

En vain voudrait-on arguer du fait que le montant des droits perçus sur les importations à doublé et plus, tant comme total que comme répartition par tête, depuis 1896, cela ne pourrait qu'établir un point: celui que notre commerce a grandi plus vite que notre population. Et rien autre chose. En effet, peut-on prétendre avec bon sens que le commerçant qui payait dix piastres, disons, en 1896, pour cent piastres de marchandises qu'il pouvait écouler (et avec difficulté il faut bien l'admettre) est plus taxé aujourd'hui en payant vingt piastres pour deux cents piastres de marchandises qu'il écoule facilement? Et que l'industriel est plus obéré aujourd'hui en payant cent piastres de droits pour mille piastres de marchandises qu'il importe pour les besoins de sa production qu'il ne l'était en 1896 en payant dix piastres pour cent piastres d'importation de pareilles marchandises?

Et le cultivateur, et l'ouvrier des villes est-il plus taxé en achetant aujourd'hui pour cent piastres de marchandises frappées de dix piastres d'impôt qu'il ne l'était en 1896 en n'en achetant que pour la moitié de cette somme et payant proportionnellement le même impôt?

Si le commerçant et l'industriel ont l'avantage d'écouler, dans les mêmes conditions, une quantité double de produits, c'est dû au fait que le consommateur, qui est tout le monde, c'est-à-dire vous, moi, l'ouvrier des villes, celui des champs, l'homme de profession, l'artisan, peut se payer une somme de bien-être double de celle qu'il pouvait se procurer en 1896.

Quel exemple plus approprié pouvons-nous citer pour illustrer notre manière de voir que celui que nous fournissent les résultats merveilleux de l'administration postale.

Comme conséquence d'une administration sage et efficace dans le Département des Postes, les revenus ont presque doublé depuis 1896 et

l'ère des déficits, qui avait été continue depuis 1869, a fait place, depuis 1902, à celle des surplus.

En 1896, les revenus se totalisaient à $2,964,014 et les dépenses à $3,665,011, ce qui laissait un déficit de $700,997.

En 1907, au 31 mars, le revenu total s'élevait à $5,061,728 et le montant total des dépenses était de $3,979,557, ce qui constituait un surplus de revenus sur les dépenses de $1,082,171.

L'augmentation des revenus a donc été exactement de $2,097,714.

Or ce revenu provient de la vente des timbres, marchandise n'ayant en elle-même qu'une valeur fictive, dont le contrôle appartient exclusivement au Gouvernement.

Pourrait-on prétendre sérieusement que le peuple qui achète cette marchandise paie au Gouvernement un montant de taxes ou de droits plus élevé aujourd'hui qu'en 1896, parce que les revenus du Gouvernement, de ce chef, sont plus considérables?

Non, n'est-ce pas? Le peuple sait bien que le taux postal est diminué de 33%, et qu'il ne lui coûte aujourd'hui que deux sous pour affranchir une lettre au lieu de trois sous qu'il lui en coûtait en 1896.

L'augmentation dans les revenus provient des facilités postales plus grandes aujourd'hui, de l'abaissement des taux, qui se trouvent mis à meilleure portée de la bourse du peuple, de l'augmentation du commerce et de la diffusion plus grande de l'instruction, qui permettent ou nécessitent un échange plus considérable de correspondance.

Ce qui existe dans cette branche du commerce, existe également dans les autres branches. Et pas plus dans ces dernières que dans la première on peut prétendre, avec sérieux et justice, que les taxes ont augmenté parce que les revenus qu'elles produisent ont pu doubler ou tripler.

Mais les taxes ont-elles bien augmenté?

A cette question nous répondons dans la négative: et nous donnons les preuves à l'appui de notre prétention.

## REVENUS DE DOUANE

Comme nos lecteurs le savent, la plus grande partie des revenus pour le Gouvernement, revenus qu'il est convenu d'appeler "taxes", provient des impôts ou droits sur "certaines" marchandises importées.

Nous disons *certaines*, car il y a une partie des marchandises importées qui sont admises en franchise dans le pays.

L'étude du mouvement de cette partie du revenu fédéral, durant les deux périodes d'administration conservatrice et libérale, nous établira, mieux que tous les grands discours des politiciens, l'exactitude des prétentions respectives des deux partis politiques sur la question en litige.

Ce mouvement se résume, avec une précision mathématique, pour les deux périodes, en des tableaux, dont trois portent sur les années 1886, 1896 et 1907, délimitant ces périodes, et un quatrième sur le total des droits payés et des marchandises importées durant chacune de ces dites périodes.

Voici ces tableaux, que nous soumettons à l'appréciation de l'électorat :

1886

| | |
|---|---|
| Importations totales .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. | $100,814,004 |
| Marchandises payant droit d'entrée .. .. .. .. .. .. .. .. | 75,536,758 |
| Montant d'entrée payé .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. | 19,448,123.70 |

Ici, le même calcul établit que la proportion de droits payés au montant de la valeur des marchandises imposables est de $25.74 par chaque cent piastres de marchandises.

Cette proportion au montant total d'importations est de $19.29 par chaque cent piastres de marchandises.

1896

| | |
|---|---|
| Importations totales .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. | $112,785,189 |
| Marchandises payant droit d'entrée .. .. .. .. .. .. .. .. | 74.259,940 |
| Montant d'entrée payé .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. | 20.219,037.32 |

Ici, le même calcul établit que la proportion de droits payés au montant de la valeur des marchandises imposables est de $27.22 par chaque cent piastres, et de $17.92 au montant total d'importation.

1886-1896

Durant ces onze années d'administration conservatrice, nous voyons donc que la proportion des taxes au montant de valeur des marchandises imposables a augmenté de $1.48 par chaque cent piastres, et que celle au total des importations a diminué de $1.37, par chaque cent piastres également.

1907

Si nous passons, maintenant à l'année 1907, à l'expiration de la période de onze années d'administration libérale, nous avons les chiffres suivants :

| | |
|---|---|
| Importations totales .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. | $350,583,935 |
| Marchandises payant droit d'entrée .. .. .. .. .. .. .. .. | 214,181,037 |
| Montant d'entrée payé .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. | 55,160,437 |

Or, quelle est la proportion qu'établit ici le même calcul?

Elle est de $25.75 à chaque cent piastres de marchandises payant droit d'entrée, et de $15.74 à chaque cent piastres de la valeur totale des importations.

1897-1907

La comparaison des chiffres portés aux tableaux ci-dessus nous démontre que les marchandises frappées d'impôt ont payé, en droits d'entrée, $1.47 de moins en 1907 qu'elles n'en payaient en 1896.

Cette diminution nous ramène, à un centin près, à la proportion qui existait en 1886.

La même comparaison nous démontre, également, que la proportion du montant de droits payés au montant total d'importation accuse une diminution de $2.18 par chaque cent piastres, depuis 1896 à 1907, et de $3.50 depuis 1886 à 1907.

Enfin, la proportion du montant total de droits payés au montant total des marchandises importées, pour les deux périodes de 1886-1896 et 1897-1907, est la suivante, par chaque cent piastres d'importation:

Période 1886-1896 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. $18.01 1-5
Période 1897-1907 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. $15.42 9-10

La diminution est, ici, de $2.58 3-10 par chaque cent piastres en faveur de la période d'administration libérale comparée à l'administration conservatrice.

Les calculs ci-dessus sont basés sur le montant de droits de douane collectés à chacune des époques mentionnées.

Ces chiffres, qui sont officiels, sont loin de contenancer les avancés des adversaires du Gouvernement.

## TOUS LES REVENUS SONT-ILS DES TAXES?

Les conservateurs, dans leur presse et leur littérature, de même que dans leurs discours, émettent la prétention que tous les revnus du Gouvrnement constituent une taxe pour le peuple.

Cette prétention est d'une fausseté absolue.

Voyons un peu quelles sont les principales sources du revenu fédéral.

Nous avons la Douane, l'Accise, les Postes, les Terre Fédérales, les Chemins de Fer, et divers autres, tel que intérêt sur nos créances, etc.

Or, il ne faut pas oublier que les revenus provenant de sources autres que de la Douane et de l'Accise ne peuvent être assimilés à des taxes et n'en constituent nullement une. En effet, nous recevons pleine valeur

pour chaque piastre déboursée dans ces diverses branches de l'administration. Et pour faire voir la mauvaise foi de ceux qui, dans le but de soulever l'opinion publique en l'effrayant par l'exagération de leurs chiffres, émettent ces pretentions, nous n'avons qu'à leur dire de relire la littérature électorale de leur parti en 1891 et 1896, de même que les articles des organes de leur parti: toute leur prose d'alors contenance nos dires d'aujourd'hui, à savoir que les montants venant de ces chefs ne constituent aucunement une taxe.

## ACCISE

Quant aux droits d'accise, nous admettons que, en thèse générale, ils constituent avec ceux de douane, cette partie du revenu fédéral qualifiée généralement "taxe".

Mais ces deux catégories de droits, par les articles de commerce qu'ils atteignent, constituent, pour le peuple, deux charges tellement distinctes qu'il nous faut en traiter séparément.

Le revenu de l'accise provient exclusivement, pouvons-nous dire, des impôts sur les liqueurs et les tabacs. Cet impôt, pour le moins, représente une taxe que nous pouvons qualifier de volontaire, par opposition à celle que représente l'impôt de douane qui, lui, porte sur des marchandises nécessaires à la vie, au confort ou au luxe du peuple. En effet, celui qui ne veut pas faire usage de liqueurs ni de tabac manufacturé ne contribue aucunement à ce revenu. Libre à chacun d'en faire usage: celui qui en use paie une taxe, mais, alors, nous ne croyeons pas qu'il ait raison de s'en plaindre.

En arguant ainsi que nous le faisons, les conservateurs ne nous en voudront pas: il reconnaitront leur théorie de 1891 et 1896, qu'ils applaudiront, sans aucun doute, avec un ensemble aussi enthousiaste qu'ils l'ont applaudie alors.

Le total des droits d'accise a été, pour la période 1886-1896, de $80,077,590 et, pour celle 1897-1907, de $121,441,237.

Le montant perçu en 1886 était de $5,852,905, à un coût de perception de $310,022; en 1896 le montant était de $7,926,066, à un coût de $470,870; en 1907 le montant perçu a été de $11,805,413 à un coût de $456,774.

## CONCLUSION

L'étude de l'administration libérale, résumée dans les pages précédentes, démontre la marche rapide du progrès accompli depuis 1896.

Il nous semblerait que le Gouvernement, qui a présidé aux destinées du pays durant cette période, devrait être pour quelque chose dans les résultats constatés. Mais ses adversaires ne veulent pas y consentir.

A quelle cause attribuent-ils ces résultats?

A la politique conservatrice introduite dans le pays, disent les uns.

Admettons la chose, pour la discussion. Alors, s'ils sont sincères, un gouvernement qui aurait bien administré une politque, dont leur propre gouvernement n'avait réussi qu'à faire un triste gâchis, devrait trouver grâce devant eux

Mais tel n'est pas le cas, ce qui prouve leur peu de sincérité.

A la Providence, disent les autres.

Très bien, répondons-nous. C'est Dieu qui donne au Canada cette ère de prospérité inouïe; c'est Dieu qui fait germer et mûrir dans nos champs les moissons abondantes; qui a jeté, à la surface de notre sol, ces forêts superbes et, dans son sein, ces minérais si riches; c'est Dieu la cause première de tout ce qui existe, de tout ce qui arrive. Mais l'être créé est l'agent du Créateur dans l'humanité et son rôle est apprécié au point de vue terre-à-terre de notre intelligence.

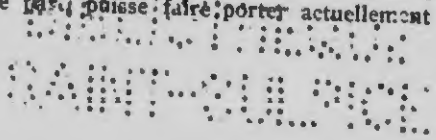
Quels que soient la richesse de notre sol, si aucun travail ne l'avait exploité; le précieux de nos minérais, si aucune extraction n'en avait été faite; la beauté de nos forêts si la cognée n'y avait touché; la grandeur de nos cours d'eau et l'immensité de nos lacs ainsi que les richesses qu'ils renferment, si aucune énergie n'en avait développé l'exploitation: notre pays serait ce qu'il était avant sa découverte il y a près de quatre siècles.

Heureusement des énergies ont surgi qui ont su exploiter ce sol, ces forêts, ces eaux: du groupement de ces énergies à travers les trois siècles de notre histoire est sorti le Canada tel qu'il apparait aujourd'hui.

Mais, nous demandons aux électeurs, à quelle que allégeance politique qu'ils appartiennent, s'il peut se trouver à quelque phase de cette histoire une période où le groupement de ces énergies a pu produire un résultat aussi grand, aussi merveilleux que celui qu'il nous est donné de constater après ces onze années d'administration par le parti libéral. Nous demanderons si, même, ce résultat ne se peut comparer avec avantage avec celui obtenu dans aucun pays, à aucune époque de l'histoire des nations.

Qu'on nous montre donc un peuple progressant d'une manière aussi phénoménale que le peuple Canadien a progressé durant les onze dernières années, triplant presque la somme totale de son commerce, doublant sa fortune nationale et augmentant le chiffre de sa population de un huitième en sept années.

Et tout cela s'est réalisé sous un gouvernement libéral ayant à sa tête le Très Honorable Sir Wilfrid Laurier! Quel que soit le jugement que l'esprit de parti puisse faire porter actuellement sur la politique et



l'œuvre accomplie, l'histoire impartiale proclamera, pour les générations futures, admirable l'œuvre, et progressive la politique, et elle inscrira parmi les artisans de cette œuvre, comme celui du plus grand, le nom de Sir Wilfrid Laurier.

Non pas que nous voulions prétendre que l'œuvre politique soit parfaite: la perfection n'est pas de ce monde. Tout comme le parti conservateur, le parti libéral est composé d'hommes; la perfection n'étant pas un des attributs de l'humanité, les actes des hommes doivent porter le cachet de l'imperfection.

Mais nous prétendons que l'imperfection des actes du parti libéral à produit des résultats meilleurs pour le peuple, son bien-être et son bonheur que n'en a produit l'imperfection des actes du parti conservateur.

BIBLIOTHEQUE
CANADIENNE

# Table des Matières


Page

Notre commerce .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 6
Importations .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 7
Exportations .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 8
Commerce total .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 8
Exportations classifiées .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 9
Augmentation du commerce .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 11
Commerce total .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 12
Augmentation de la fortune publique .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 13
Banques .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 14
Assurances .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 14
Faillites .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 15
Chemins de fer .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 15
Industries .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 16
Dette publique .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 21
Comparaison entre les deux régimes .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 22
Dette nette par tête .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 22
Les taxes ont-elles augmenté? .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 24
Revenus de Douane .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 25
Tous les Revenus sont-ils des taxes? .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 27
Accise .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 28
Conclusion .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 28